

Secrétariat général

PAR COURRIEL

Québec, le 19 mars 2024

[REDACTED]

OBJET : Réponse – Demande d'accès aux documents
N/Réf. (dossier) : 2024-08

[REDACTED],

La présente est en réponse à votre demande d'accès aux documents datée du 1^{er} mars 2024 ainsi formulée :

1. « Can you please provide any emails (incoming or outgoing) involving Mr. Marc-Nicolas Kobrynsky of the MSSS (including emails to, emails from, emails where Mr. Kobrynsky is in cc or in bcc) for the period of June 5, 2022 and July 5, 2022 inclusively.

Please advise if the volume of documents requested is too significant, in which case I'll reduce the time scope of this demande. »

2. « Another document I would like to obtain is the population of each age group* that was used by the INSPQ to calculate incidences of hospitalizations per age group and vaccinal status. Preferably, in csv or similar formats, readable by Excel.

* If possible, please provide information for the following age groups: (1) 0-4 years, (2) 5 – 11 years, (3) 12 – 17 years, (4) 18 – 24 years, (5) 25 – 29 years, (6) 30 – 34 years, (7) 35 – 39 years, (8) 40 – 44 years, (9) 45 – 49 years, (10) 50 – 54 years, (11) 55 – 59 years, (12) 60 – 64 years, (13) 65 – 69 years, (14) 70 – 74 years, (15) 75 – 79 years, (16) 80 – 84 years, (17) 85 – 90 years, (18) 90 years and more. »

Vous trouverez en pièces jointes les courriels détenus par l'Institut national de santé publique du Québec pour le premier volet de votre demande. Un document a été produit par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) en collaboration avec l'Institut de la statistique du Québec et l'Institut (*Décès COVID selon deux bases de données - Trajectoire santé publique (TSP) et le Registre des événements démographiques (RED)*). Puisque ce document relève de la compétence du MSSS, nous vous référons à sa responsable de l'accès aux documents conformément à l'article 48 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels :

...2

Madame Dominique Breton, sous ministre adjointe
Direction générale des affaires institutionnelles et des opérations
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Édifice Catherine-De Longpré
1075, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1S 2M1
Téléphone : 418 266-8864
Télécopieur : 418 266-7024
Courriel : Responsable.acces@msss.gouv.qc.ca

Pour le second volet de votre demande, nous ne détenons pas de document. Les dénominateurs pour chaque groupe d'âge changent quotidiennement, au gré des variations démographiques, et la source de données est le système SI-PMI ([Registre de vaccination du Québec](#)) qui appartient au MSSS.

Une note explicative concernant l'exercice du droit de recours en révision devant la Commission d'accès à l'information est annexée.

Veillez agréer, [REDACTED], l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La responsable de l'accès aux documents,

[REDACTED]
Julie Dostaler
Secrétaire générale

p. j. Avis de recours

N/Réf. (correspondance) : 2024-9091

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Commission d'accès à l'information
Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Télec : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Commission d'accès à l'information
Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Tél : (514) 873-4196
Télec : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) Délais

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.